

Appel urgent à mettre fin aux incitations à l'occupation violente et au pillage de l'est de la RDC par le Rwanda et ses alliés M23 et AFC

[Signez la pétition ici](#)

Couper l'aide au Rwanda qui lui permet de faire des dépenses militaires massives

Nous appelons les entités suivantes à prendre ces mesures :

Institutions compétentes de l'Union européenne

USAID ou le Congrès américain

Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ)

Agence Française de Développement (AFD)

Agence belge de développement (Enabel)

UK Aid Direct

Banque africaine de développement

Association internationale de développement de la Banque mondiale

Fonds monétaire international (FMI)

- Réduire substantiellement l'aide de certains pays (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Belgique)
- Réduire substantiellement l'aide des institutions de l'UE
- Réduire substantiellement l'aide de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI)

Réglementer le développement et le mouvement des minéraux pour arrêter d'encourager le trafic illégal de la RDC vers le Rwanda

Nous appelons les entités suivantes à prendre ces mesures :

Institutions compétentes de l'Union européenne

Entreprises qui achètent des minéraux bruts ou raffinés, ou des produits fabriqués à partir de ceux-ci, au Rwanda

Pays où se trouvent des entreprises qui achètent des minéraux bruts ou raffinés, ou des produits fabriqués à partir de ceux-ci, au Rwanda

- Annuler le protocole d'accord UE-Rwanda de février 2024 sur les chaînes de valeur durables des matières premières, dans lequel le Rwanda reçoit 900 millions d'euros pour que les entreprises de l'UE puissent obtenir des minéraux critiques, principalement de RDC, via le Rwanda
- Réviser la politique de l'UE sur les Grands Lacs pour s'assurer qu'elle empêche le trafic illégal et illicite de minéraux de la RDC vers le Rwanda et garantit que la RDC prend ses propres décisions concernant ses richesses minérales

- Bloquer l'achat de minéraux bruts ou transformés au Rwanda, à moins que ces derniers ne disposent d'une chaîne d'approvisionnement bien documentée provenant de mines situées au Rwanda
- Soutenir la transformation locale des minéraux en RDC au lieu d'en extraire les matières premières
- Détourner du Rwanda le soutien au développement des minéraux socialement et écologiquement rationnel (comme le Mémoire d'accord de l'UE sur les chaînes de valeur durables des matières premières) vers la RDC, où se trouvent les minéraux

Imposer des sanctions au Rwanda et à tout allié participant à l'occupation et au pillage de la RDC

Nous appelons les entités suivantes à prendre ces mesures :

Institutions compétentes de l'Union européenne

Département d'État américain

Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (français)

Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement (belge)

Ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO) (Royaume-Uni)

Le Conseil de sécurité des Nations Unies

L'Assemblée générale des Nations Unies

Institutions compétentes de l'Union africaine

- Les pays et les institutions internationales doivent imposer des sanctions sévères au Rwanda et au M23 tant qu'ils commettent des violations des droits humains dont les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et crimes de génocide, détiennent des terres et exploites illégalement et illicitement des ressources naturelles en RDC
- Imposer de nouvelles sanctions individuelles et des interdictions de voyager aux dirigeants rwandais
- Imposer un embargo sur les armes au Rwanda

Prendre les mesures militaires nécessaires pour garantir un cessez-le-feu permanent, le retrait des occupants et l'aide humanitaire

Nous appelons les entités suivantes à prendre ces mesures :

Institutions compétentes de l'Union africaine

Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)

Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

Le Conseil de sécurité des Nations Unies

Institutions compétentes de l'Union européenne

- Exiger un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel de toutes les parties au conflit, appliqué par une tierce partie

- Exiger le retrait immédiat du territoire de la RDC des troupes rwandaises et de toutes autres troupes non invitées
- Exiger du Rwanda et du M23 qu'ils renoncent à Goma, Bukavu et à tout autre territoire de la RDC qu'ils ont conquis
- Exiger du Rwanda et du M23 qu'ils cessent d'avancer sur de nouveaux territoires en RDC ou dans d'autres pays voisins comme le Burundi
- L'UE doit immédiatement retirer son soutien financier aux opérations militaires du Rwanda au Mozambique, qui est probablement utilisé en partie pour son invasion de la RDC
- Punir toute partie qui ne respectera pas le cessez-le-feu par des sanctions rapides et immédiates

Prendre toutes les mesures juridiques nécessaires pour mettre fin à l'occupation illégale, au pillage, à la violence et aux violations des droits de l'homme

Nous appelons les entités suivantes à prendre ces mesures :

République démocratique du Congo

Institutions compétentes de l'Union africaine

Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Cour internationale de justice

Cour pénale internationale

- Porter plainte contre le Rwanda devant la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (la plainte ayant été déposée)
- Porter plainte contre le Rwanda devant la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
- Porter plainte contre le Rwanda devant la Cour internationale de justice
- Porter plainte contre les dirigeants rwandais individuels et les dirigeants du M23 et de l'AFC devant la Cour pénale internationale
- Faire un effort particulier pour enquêter, porter plainte et traduire en justice toute personne ou groupe armé qui commet des crimes contre les enfants ou ne les protège pas pendant ce conflit, y compris, mais sans s'y limiter, la conscription dans un groupe armé, le viol ou toute autre violence sexuelle, les atteintes physiques ou les traumatismes psychologiques intentionnelles, l'éloignement des membres de la famille ou toute autre violation des droits des enfants.

Soutenir une médiation régionale efficace

Nous appelons les entités suivantes à prendre ces mesures :

Institutions compétentes de l'Union européenne

USAID ou le Congrès américain

Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ)

Agence Française de Développement (AFD)

Agence belge de développement (Enabel)

UK Aid Direct

Banque africaine de développement

Institutions compétentes de l'Union africaine

- Fournir un soutien financier, logistique et politique à une médiation régionale significative entre les États parties au conflit (Rwanda et RDC ; potentiellement Ouganda et Burundi, et même d'autres comme l'Afrique du Sud et le Malawi)
- Se concentrer sur des mesures à court terme pour stabiliser Goma et Bukavu et prévenir de nouveaux combats urbains qui dévasteraient la population traumatisée de les villes
- Rechercher un arrangement de transition pour Goma, Bukavu et toute autre zone occupée par le M23 ou ses alliés, plutôt que de laisser les forces d'occupation aux commandes pendant que les pourparlers se poursuivent
- Les acteurs extérieurs influents, notamment l'UA, l'UE, le Royaume-Uni et les États-Unis, devraient soutenir ces efforts, tout en mettant en garde le Rwanda contre toute avancée plus profonde sur le territoire de la RDC

Réorienter l'aide humanitaire vers la RDC en réponse aux résultats catastrophiques de cette guerre

Nous appelons les entités suivantes à prendre ces mesures :

Institutions compétentes de l'Union africaine

Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)

Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

Le Conseil de sécurité des Nations Unies

Tous les pays donateurs par l'intermédiaire de leurs départements de développement et d'aide

ONG internationales d'aide humanitaire

- Exiger l'ouverture immédiate de l'aéroport de Goma et la cessation du blocage du signal GPS par le Rwanda
- Exiger l'ouverture immédiate de couloirs humanitaires pour acheminer les provisions et autres aides à Goma, et maintenir les routes et les voies maritimes ouvertes pour permettre l'acheminement de la nourriture vers les marchés
- Détourner les fonds d'aide actuellement destinés au Rwanda vers l'aide humanitaire aux personnes déplacées et aux infrastructures détruites dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu
- Approvisionner, de toute urgence, les deux provinces (Nord-Kivu et Sud-Kivu), en médicament et vivres
- Approvisionner des hôpitaux qui sont en manque des médicaments
- Que les blessés soient pris en charge, sur tous les plans, pendant cette période d'instabilité et de crise.

Construire la stabilité civile et politique pour aider à mettre fin à la guerre

Nous appelons les entités suivantes à prendre ces mesures :

La société civile dans toute la RDC

Des responsables gouvernementaux, des journalistes, dirigeants religieux et d'autres leaders d'opinion dans toute la RDC

L'Union africaine et tous ses États membres

Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)

Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

- Soutenir la société civile et les organismes religieux de la RDC dans leurs efforts pour s'opposer à tout changement constitutionnel susceptible de provoquer l'instabilité
- Exhorter les autres puissances africaines à soutenir le changement constitutionnel uniquement sur la base d'un véritable consensus national
- Rejeter l'alibi selon laquelle l'invasion de la RDC serait basée sur la défense et ou la protection d'une ethnie, ce qui servirait à accroître les tensions et les divisions au sein de la société congolaise

Mettre fin à la promotion commerciale du Rwanda jusqu'à ce qu'il retire son soutien à l'occupation

Nous appelons les entités suivantes à prendre ces mesures :

Formule Un (Liberty Media)

Arsenal, Bayern Munich et Paris Saint-Germain clubs de football et autres clubs de Premier League

Association nationale de basketball des Etats-Unis (NBA)

Musiciens, artistes et autres performeurs du monde entier

Les associations internationales à la recherche d'un lieu de conférence

Départements et agences des Nations Unies, de la Banque mondiale ou d'autres organismes multilatéraux cherchant un lieu de conférence

- Mettre fin à tout accord de parrainage « Visit Rwanda » ou autre accord de parrainage existant avec le Rwanda ou des entités rwandaises jusqu'à ce que le Rwanda mette fin à ses incursions et à son occupation en RDC
- Rejeter toute demande du Rwanda ou d'entités rwandaises d'accueillir des événements sportifs jusqu'à ce que le Rwanda mette fin à ses incursions et à son occupation en RDC
- Cesser toutes les performances au Rwanda jusqu'à ce que le Rwanda mette fin à ses incursions et à son occupation en RDC
- S'abstenir d'organiser des conférences dans des lieux au Rwanda jusqu'à ce que le Rwanda mette fin à ses incursions et à son occupation en RDC

#####